



Jean-Frédéric Poisson - Dimanche 8 février 2015.

"30 minutes pour convaincre" sur Judaïques FM, avec Gérard Akoun et Vladimir Spiro.

Sujets : Conférence de presse de François Hollande, élection dans le Doubs, loi Macron, chômage.

Question : Qu'avez-vous pensé de la conférence de presse de François Hollande ?

A chaque fois que j'entends le Président de la République en conférence de presse depuis le début de son mandat, je suis à la fois dans une forme d'attente et à la sortie extrêmement déçu.

Quand le chef d'Etat s'adresse à la Nation, on attend qu'il dise des choses importantes, des choses qu'il n'aurait pas pu dire par ailleurs dont on a l'impression qu'elles vont modifier le cours de la vie de chacun et chacune d'entre nous ; et cette fois-ci, comme les autres fois, j'ai été déçu. Dans les annonces qu'il a faites sur sa volonté de maintenir « l'esprit du 11 janvier », c'est-à-dire l'unité nationale, on ne peut pas lui reprocher de faire ça, c'est son premier rôle.

Pour le reste, c'est-à-dire pour ce qui préoccupe les Français en priorité, c'est-à-dire les sujets du travail et de l'emploi, et bien d'autres sujets qui provoquent l'exaspération de nos concitoyens, je n'ai rien entendu de concret ni de nouveau. Même sur le service civique, il n'y a aucun changement dans l'annonce qu'il a faite et qui est pourtant un thème important. Le système qu'il a annoncé est exactement le système actuel. Il n'y a donc rien de nouveau sous le soleil. Si nous sommes effectivement dans une espèce d'entretien de l'esprit républicain, parce que c'est nécessaire au vivre ensemble, alors personne ne peut aller contre ça. Mais chaque élu local, c'est mon cas, chaque parlementaire, c'est mon cas également, travaille à cela tous les jours. Si on est dans un flou artistique autour de l'unité nationale ou républicaine pour mieux masquer tout le reste, là on ne peut pas être d'accord : or, je crains que l'on soit plutôt dans la deuxième configuration que dans la première.

Question : Vous êtes député UMP, et il y a un débat à l'UMP par rapport à l'élection PS FN qui va avoir lieu dans le département du Doubs, des dissensions sérieuses, pour ne pas dire une fissure sérieuse. Que pensez-vous du report ou non sur le PS, et de l'idée de Front républicain ?

La position qui est la mienne est assez simple : le PS et le FN sont mes adversaires. Ils ne le sont pas de la même façon ni pour les mêmes raisons, mais je n'ai pas à choisir entre aucun des deux lorsqu'ils s'opposent dans une élection. Deuxièmement, je ne vis pas pourquoi j'irais apporter un

soutien à un parti qui met la France à genoux, pour ne pas dire que ses genoux s'enfoncent dans le sol, depuis deux ans et demie, ou apporter un soutien à un parti qui a préféré soutenir FH au deuxième tour des présidentielles. Troisièmement, petit à petit, de façon plus ou moins sensible, le FN devient un parti de gauche. La course à l'échalote à laquelle MLP se livre depuis les élections en Grèce le week-end dernier, elle court après Mélenchon de manière assez visible, tout cela même me fait dire que décidément nous n'avons pas d'autre choix que de renvoyer dos à dos les deux candidats, en espérant que le schéma auquel nous avons assisté dans le Doubs ne se reproduise pas lors des prochaines élections présidentielles dans 2 ans et demie. Et si la situation devrait se présenter, et je travaille pour que cela n'arrive pas, nous ne pourrions pas dire « c'est ni l'un ni l'autre », nous devons choisir : ce sera extrêmement compliqué.

Question : la différence entre le FN et le PS, c'est tout de même que le FN a tendance à piocher très sérieusement dans votre électorat.

Il y a en effet eu un moment où les scores du FN se sont nourris des votes des électeurs qui se portaient habituellement sur la droite parlementaire. Aujourd'hui ça n'est plus le cas ; quand vous regardez les diverses élections partielles qui se sont tenues, vous remarquez que les votes FN se font aussi en partie sur le dos des formations de gauche. Dans le cas de l'élection législative dans le Doubs, il semble que nous ayons investi un candidat qui n'avait pas envie de gagner et qui a multiplié les gaffes de façon incroyable. Mais quand le PS perd 10 points dans cette élection, je crois que le FN fait la même progression. Alors, il faut se méfier de la théorie des vases communicants, mais quand même, on ne peut pas ignorer ces tendances lourdes et à chaque fois dans des législatives partielles depuis deux ans et demie que se sont retrouvés dans un second tour des oppositions entre le FN et l'UMP, on a constaté que désormais la progression de ce parti se fait sur l'électorat de gauche. On voit qu'énormément de fonctionnaires dans l'enseignement ou dans le monde militaire nourrissent aujourd'hui le vote FN par exaspération, par sentiment de relégation, et nous sommes désormais, nous, un peu à l'écart de la transhumance des électeurs FN.

Question : François Hollande a rappelé qu'en 2002, alors qu'il était secrétaire général du PS, il avait appelé à voter M. Chirac contre M. Le Pen sans beaucoup d'hésitations. On ne comprend donc pas très bien les hésitations que pourrait avoir l'UMP dans le même cas de figure mais à l'envers.

Il ne faut pas comparer des choses incomparables. Un second tour à l'élection présidentielle qui force au choix et une élection législative partielle ne représentent pas la même réalité ni le même enjeu.

Question : Vous avez fait un rapport parlementaire sur le maintien et la création de l'emploi. Avez-vous l'impression que le gouvernement va dans le sens de votre rapport ?

Malheureusement pas. Le gouvernement est engagé dans une espèce de course à la non-réforme. Nous n'avons certainement pas tout fait et pas tout vu lors de la précédente mandature, cela dit il y a un certain nombre de choses que nous avons faites ou commencé à faire, et qui seraient très utiles au gouvernement d'aujourd'hui s'il ne les avait pas supprimées. Je pense à la TVA sociale : on se demande comment financer la protection sociale en France, on voit les comptes sociaux dérapier de façon inquiétante... Nous avons mis sur pied le système de la TVA sociale qui consistait à faire financer majoritairement la protection sociale des Français par les produits importés – une taxation sur les produits d'import. Le gouvernement a supprimé cette disposition d'un trait de plume sans réfléchir, et aujourd'hui elle lui manque cruellement. Nous avons instauré la défiscalisation des heures supplémentaires : quand on voit les problèmes que rencontrent les familles en termes de pouvoir d'achat aujourd'hui, 9 millions de salariés étaient concernés par ce dispositif, la suppression de ce dispositif est certainement l'une des raisons majeures de la désaffection des classes populaires vis-à-vis de François Hollande et de son gouvernement. Enfin, nous avons commencé, tous les ans, à ne pas remplacer 30000 fonctionnaires qui partaient à la retraite chaque année, ce qui représente environ 1 milliard d'économies par an. Toutes ces mesures ont été arrêtées par les socialistes. Enfin,

il y a deux demandes principales des entreprises aujourd'hui qui ne sont pas satisfaites : la première, c'est une réflexion sur la compétitivité et les coûts du travail, la deuxième est la simplification des normes qui pèsent d'une manière insupportable sur l'activité des entreprises et qui les empêchent de créer de la richesse en étant rassurées sur la stabilité de l'environnement dans lequel elles interviennent. Rien de tout cela n'est fait, on continue de prendre des impôts aux Français, on rogne sur les budgets des collectivités locales pour financer des dépenses qui continuent d'exploser. Là, c'est l'ancien maire de Rambouillet et l'actuel président de la communauté d'agglomérations Rambouillet Territoires qui vous parle. C'est un sujet que je connais. Il faudrait donc d'avantage de souplesse assumée, dans la reconnaissance des droits des salariés, mais il y a un manque de volonté politique.

En revanche, j'ai fait partie de ceux qui ont regretté que le non-remplacement des fonctionnaires qui partent à la retraite se soit fait à la toise et qu'il n'y ait pas eu de distinction selon les catégories. Je me souviens d'une discussion que nous avons eue avec le chef de l'Etat à l'Elysée à l'automne 2009, au cours de laquelle nous avons dit que la crise appelait à une modulation de cette réduction des effectifs selon les secteurs de l'Etat (police..) mais le chef de l'Etat pensait que les Français ne comprendraient pas : je n'étais pas d'accord avec ça. Les effectifs de la police et de la justice doivent être augmentés et les services plus administratifs doivent être diminués. Les Français comprendraient tout à fait de telles évolutions.

Question : Pour en revenir au chômage, y a-t-il un mal français à ce sujet ?

Ce qui me met en colère, c'est avant tout qu'il y a des talents français ! Nous sommes dans un pays qui continue de briller par ses grands industriels, par la qualité de ses ingénieurs, de ses juristes, mais il y a deux maux endémiques de la société française : le premier mal, c'est la surpuissance de la sphère publique par rapport à la sphère d'initiative privée qu'il va falloir réduire, à la fois sur le plan économique et sur le plan des normes réglementaires. Le deuxième, c'est un déficit terrible du dialogue social. Nos voisins vivent dans un climat dans lequel les partenaires sociaux n'arrivent pas d'abord à la table des négociations pour se taper dessus. Il y a chez eux une culture du dialogue, une volonté de trouver un accord et cette capacité d'arrêter cet esprit de la lutte des classes qui alourdit chez nous l'ambiance des négociations, même si tout cela tend à s'estomper. Donc, trop d'Etat, trop de puissance publique, pas assez de dialogue social : ce sont des causes très lourdes dans la permanence d'un chômage de masse en France.

Question : La loi Macron est-elle un progrès ou pas ? Est-ce bidon ?

Un peu tout ça à la fois. Il se trouve que je suis l'orateur de mon groupe sur cette loi. Cette loi est très emblématique de la velléité du gouvernement actuel. Il y a dans cette loi des intentions qu'on peut soutenir, d'ailleurs nous l'avons fait. Je vous rappelle qu'il y a 209 articles, qui traitent d'une quarantaine de domaines différents : cela va de la construction navale aux auto-écoles en passant par les banques, les notaires, le travail de nuit, les prud'hommes, la défense, les tribunaux de commerce, l'épargne salariale : bref, il y en a dans tous les coins ! Ce serait donc bien le diable de ne pas trouver deux ou trois mesures qui vont dans le bon sens, et il y en a. En commission comme dans l'hémicycle, nous avons soutenu les dispositions qui sont favorables : mettre sous la même autorité la régulation des autoroutes et celle des transports ferroviaires, mettre des cars pour des villes de province qui ne sont desservies par aucun train.. Mais dans le contexte où nous sommes, peut-on mobiliser 400 heures du travail du parlement sur ce type de mesures alors que des sujets beaucoup plus importants et beaucoup plus lourds se pointent ? Je parle du temps de travail, de la protection sociale et de son financement, c'est de ces sujets qu'il faut débattre. Là, on nous amuse avec des sujets de détail. Par rapport à la masse de chômage qu'il y a, les petites mesures ne changeront rien et les grosses mesures qui sont censées apporter quelque chose mettent en danger les professions réglementées, les territoires, les commerces de proximité avec le travail dominical... Le groupe UMP et moi-même voterons donc contre ce texte car il n'y a pas assez de mesures positives d'ampleur pour compenser les mesures négatives qui elles déstabiliseront le pays.

Question : Vous êtes contre la GPA. Explication ?

Je préfère parler de mères porteuses que de gestation pour autrui, on comprend mieux de quoi il s'agit. La pratique qui consiste à ce qu'on puisse recourir à la location du ventre d'une femme pour lui faire mettre au monde un enfant pour des personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas en faire un elles-mêmes, cela a un nom : c'est une forme d'esclavage moderne. Si je peux utiliser le corps d'autrui comme un instrument au service de mes propres fins, je réintroduis dans le monde moderne une forme d'esclavage que nous avons mis des siècles à éradiquer. Il y a là l'expression d'une forme moderne de barbarie que je ne peux pas accepter ; rien ne peut justifier que l'on considère comme une marchandise le corps d'une autre personne. Nous sommes très proches, dans ce genre de pratiques, d'une vision totalitaire de la personne humaine qui ne peut pas être la mienne. Je me situe dans une filiation judéo-chrétienne très claire.

Question : Qu'en est-il du PCD dans la refondation de l'UMP ? Vous avez demandé à faire partie du Bureau politique ?

Traditionnellement le PCD était associé aux instances de l'UMP puisque nous avons participé à la refondation de l'UMP il y a maintenant 13 ans. Le Président Sarkozy met le parti en place en ce moment, nous y verrons plus clair dans quelques temps.

Dernière question : Vous avez adressé un courrier à François Hollande sur le terrorisme : vous y évoquiez par exemple les imams incitant à la violence et leur éventuelle expulsion.. Avez-vous reçu une réponse ?

Malheureusement pas. Je pense que les pouvoirs publics et les responsables politiques sont tous concentrés sur le maintien de l'ordre, les moyens donnés à la police et aux services de sécurité, et c'est très bien : mais nous sommes en très grand déficit de traitement symbolique de l'affaire du terrorisme. La question posée par les attentats de fin janvier nous réinterroge sur la place du fait religieux dans la société, qui doit être envisagé d'un point de vue laïc bien entendu. J'entendais un éminent urgentiste proche de Charlie Hebdo expliquer que toute croyance est un carcan dans lequel la raison humaine est emprisonnée : c'est une bien mauvaise manière de poser la question. Les attentats nous interrogent sur notre capacité à transmettre du savoir. C'est la question de l'autorité des institutions en général qui est posée.

Le PS a donné l'idée que la laïcité était la bagarre contre les religions ; ça ne peut contenter personne et c'est un sujet de tensions en tant que tel. Ça ne légitime ni ne justifie pas l'horreur commise au mois de janvier. Mais si on veut sortir de cette tension, alors il faut réinterroger tout cela et remettre au centre du débat la question du fait religieux, des institutions, de l'autorité dans la société. Ce sont ces sujets qui ne sont pas traités et je le regrette.

Question ; Ca demande l'union nationale ?

Ca demande surtout du débat !